

Hamid AÏT AMARA

Quel futur alimentaire pour l'Algérie ?

(Éditions Mille-Feuilles, Alger, 2009, 138 p., 7,40 €)

La question du futur alimentaire d'un pays exportateur de pétrole comme l'Algérie ne manque pas de se poser : comment sera-t-il possible de nourrir la population algérienne lorsque, les réserves d'hydrocarbures s'épuisant, les capacités d'importation du pays seront réduites ? Cette question est d'autant plus délicate qu'elle s'inscrit dans une perspective de long terme ; elle ne se posera de manière urgente qu'à l'horizon des années 2030-40. Elle ne peut donc être réduite à la simple recherche de capacités nouvelles

d'exportation pouvant se substituer au gaz naturel et au pétrole. L'hypothèse du changement climatique et de ses conséquences sur les prix internationaux des produits alimentaires, dont la hausse est déjà sensible depuis 2006, ne peut être éludée. Ce futur alimentaire ne peut être évoqué sans un retour aux héritages historiques que doit assumer l'agriculture algérienne et un rappel de sa situation présente. Cette dernière est alarmante : « les denrées importées fournissent 80 % des calories consommées

par habitant». Comment cette agriculture a-t-elle pu en arriver à cela ?

Les conditions spécifiques d'une agriculture méditerranéenne, pratiquée dans un relief souvent ingrat, ne peuvent être oubliées, mais ne peuvent occulter les progrès plus rapides accomplis par d'autres pays maghrébins. Il s'agit donc bien ici d'un développement bloqué qui se traduit par la persistance d'un mode d'activités extensives reposant sur un couple céréali-culture/élevage. Pour l'auteur, un prix relatif viande/blé trop élevé en faveur de la première a conduit à une extension considérable de l'élevage avec un coût environnemental important (dégradation des terres de parcours) du fait de la pression exercée par le cheptel. De la même manière, le morcellement des exploitations, conduisant à l'essor de structures minifundiaires, a également contribué, faute de capacité d'investissement, à la persistance de ces modes de cultures extensives.

Hamid Aït Amara consacre une large part de son ouvrage à l'analyse des changements structurels importants qu'a connus l'agriculture algérienne. Plusieurs éléments, pris dans différents champs d'analyse, sont ainsi examinés. Ainsi en est-il de la pression démographique à laquelle est soumise une surface cultivée qui ne peut varier que sur une longue période. La remise en cause de la réforme agraire de 1971, simplement abolie par la loi d'orientation agricole de 1990 et l'ordonnance de 1995 qui restitue les terres confisquées

à leurs anciens propriétaires, si elle a ouvert le domaine foncier agricole à des capitaux non agricoles, n'offre aucune garantie à un usage réellement productif de ceux-ci (un comportement spéculateur pouvant légitimement être craint).

L'ouverture aux échanges internationaux, imposée à partir de 1995 aux agriculteurs algériens, non seulement les a placés dans une compétition où ils occupent une position défavorable mais de plus a eu des effets désastreux en matière de «ciseau des prix» (écart entre les prix à la production des denrées agricoles et ceux des produits manufacturés absorbés par les exploitations), contribuant à rendre attrayant le modèle extensif: des cultures peu productives mais aussi peu coûteuses.

L'échec d'un établissement de relations économiques agriculture/industrie (essor conjoint de ces deux activités où l'absorption de produits de l'industrie par l'agriculture s'accompagne d'un transfert d'emploi de la seconde vers la première) fait aussi l'objet d'un examen. L'auteur montre ainsi comment, malgré l'exode rural, se perpétue une situation de surpopulation rurale, contribuant à la détérioration des conditions de vie de cette population de plus en plus nombreuse devant vivre sur des exploitations de plus en plus petites.

Hamid Aït Amara ne fournit pas seulement une étude essentielle pour comprendre l'évolution de l'agriculture algérienne, et, à travers cette fresque, des bouleversements structurels que connaissent les agricultures des

ériphéries, portées par la grande vague libérale des années 1990, il montre également les conséquences néfastes d'un changement brutal de stratégie, faisant verser vers le libéralisme un pays qui avait jeté les bases d'un développement sur un modèle socialiste. Les recommandations qui achè-

vent cet ouvrage, à travers un objectif de sécurité alimentaire et l'exigence d'un revenu décent pour la paysannerie, sont un symbole de l'échec des remèdes libéraux pour le développement des agricultures périphériques.

PATRICE ALLARD